

Sous-commission paritaire de
l'industrie du béton (SCP 106.02)

Convention collective de travail du 14/12/2021

INDEMNITE COMPLEMENTAIRE EN CAS
D'INCAPACITE DE TRAVAIL DE LONGUE DUREE

Article 1 – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers de entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02).

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Article 2 – Définition

En cas d'incapacité de travail de longue durée l'ouvrier a droit à une indemnité complémentaire payée par le Fonds Social de l'Industrie du Béton.

On entend par incapacité de travail de longue durée toute incapacité de travail :

- 1° complète ou partielle,
- 2° résultant d'une maladie ou d'un accident de droit commun,
- 3° dont la durée dépasse 30 jours calendrier,
- 4° indemnisée par la mutuelle.

Le congé de maternité n'est pas considéré comme une incapacité de travail de longue durée pour l'application de la présente convention collective de travail.

Article 3 – Montant et durée

L'indemnité complémentaire s'élève à € 1,99 brut par jour (en régime de cinq jours).

Le montant de l'indemnité est adapté à l'évolution de l'indice santé lors de chaque nouvelle convention collective de travail.

Cette indemnité est due du 2ème au 24ème mois d'incapacité de travail.

Article 4 – Demande

L'ouvrier introduit sa demande auprès du Fonds Social de l'Industrie du Béton au moyen du formulaire prescrit.

La demande est introduite après la fin de l'incapacité ou après la période remboursable.

maximale de 24 mois et ceci dans un délai maximal de 3 ans après la période de l'incapacité visée.

Si l'incapacité dure 6 mois ou plus, une demande intermédiaire semestrielle peut être introduite.

Article 5 – Paiement

Le Fonds Social de l'Industrie du Béton paye l'indemnité complémentaire par trimestre par virement sur le compte de l'ouvrier concerné.

Article 6 – Litiges

Le conseil d'administration du Fonds Social se prononce sur des litiges éventuels au sujet de la présente convention collective de travail.

Article 7 – Durée de validité

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} novembre 2021 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle remplace la convention collective de travail du 17/09/2019 (n° 154466/CO/106.02, A.R. du 04/02/2020, M.B. du 19/02/2020), relative à l'indemnité complémentaire en cas d'incapacité de travail de longue durée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton.

Fait à Bruxelles, le 14/12/2021

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.